

PROCES-VERBAL DE SYNTHESE

Conformément à l'article R123-18 du Code de l'Environnement, j'ai l'honneur de vous adresser un procès-verbal présentant la synthèse des observations effectuées au cours de l'enquête publique relative à l'autorisation et à la déclaration d'utilité publique concernant le captage d'eau potable du Puits des Canaux Jumeaux, quartier d'Entressen à ISTRES.

Ces observations, présentées en pièces jointes, concernent principalement la composition et la rédaction du dossier soumis à l'enquête publique ainsi que les observations portées sur le registre d'enquête.

Je vous demande donc de bien vouloir me fournir, au plus tard pour le 18 mars 2020, les précisions et justifications réclamées tout en vous précisant que certaines de mes observations, nécessaires à la présentation du dossier au public et auxquelles vous avez déjà apporté des réponses par Mails, vous avaient été transmises avant le début de l'enquête publique.

Fait et clos le 08 mars 2020

Jacques OGUER
Commissaire Enquêteur

Destinataires :

- Monsieur Vincent RIPERT, SAN OUEST-PROVENCE
- Madame Garance GLEIZE-MATET , SAN OUEST-PROVENCE

PRECISIONS A APPORTER SUR L'ANALYSE DU DOSSIER

*** Absence d'un historique du dossier complet du captage permettant une meilleure compréhension par le public :**

*** Il est fait état de pompages d'essais complémentaires prévus à l'automne 2014, ont-ils été réalisés ? Aucune réponse apportée dans le dossier.**

*** Qu'en est-il du projet d'acquisition par la SAN de la parcelle (PPI) appartenant à BMW sur laquelle est implantée le captage ?**

*** Concernant la publicité de l'avis d'enquête publique, le commissaire-enquêteur demande que les affiches soit apposées également dans les mairies annexes, notamment celle d'ENTRESSEN et souhaite obtenir une copie du courrier de notification d'enquête publique adressé aux propriétaires des PPR.**

*** Concernant l'état parcellaire, il est demandé à la SAN de compléter le tableau fournissant la superficie des parcelles et les adresses des différents propriétaires.**

*** Obtention d'un plan cadastral grand-format, à jour, avec localisation du puits, des Périmètres de Protection et des parcelles cadastrales pour présentation au public.**

SUITE DONNEE AUX RECOMMANDATIONS STIPULEES PAR LA MRAe DANS SON AVIS DU 10 JANVIER 2020

*** révision du périmètre du projet en incluant les travaux d'interconnexion et compléter l'étude d'impact en conséquence**

*** revoir la catégorisation de la séquence « éviter-réduire-compenser » en ne retenant que des mesures d'évitement que celles conduisant effectivement à la suppression de l'impact. Présenter les modalités de suivi de la mise en œuvre et de l'efficacité des mesures proposées.**

*** Compléter l'étude d'impact avec d'une part l'engagement du gestionnaire de la gare de triage à reboucher le puits d'infiltration situé dans le périmètre de**

protection rapprochée, avec des matériaux de perméabilité au moins équivalente à celle de la couche protectrice des alluvions de la Crau. Joindre également le projet de convention établi entre le maître d'ouvrage et le gestionnaire de la gare de triage, pour que ce dernier s'engage à une alerte immédiate en cas de déversement dangereux.

*** Compléter l'étude d'impact, afin de produire un engagement de l'autorité investie du pouvoir de police de la circulation, d'interdiction de transport de matières dangereuses et de circulation des poids-lourds sur la route départementale n° 10.**

*** Compléter l'étude d'impact par le plan d'intervention prévu en cas de pollution accidentelle**

*** le dossier soumis à enquête publique fait état, dans certains documents, du POS de la commune d'ISTRES, modifié le 28 septembre 2011 (Annexes 7-2). Celui-ci n'étant plus d'actualité puisqu'un PLU est effectif sur la commune depuis juin 2013, il serait nécessaire d'actualiser . Une des observations déposées par Mr ALLEGRE, de la société BMW FRANCE, concerne en effet, la construction de hangars de protection dans le PPR, forcément soumis au PLU.**

***Le rapport d'hydrologie établi par la société EUROFINS date de 2012. Est-il prévu de saisir à nouveau un cabinet d'hydrologie pour actualiser les données fournies à cette époque ?**

OBSERVATIONS FORMULEES PAR BMW FRANCE AU COURS ENQUETE PUBLIQUE

- la canalisation pour le bouclage du puits des Canaux Jumeaux et de Sulauze (§ col4.6.1 de l'étude d'impact)

Il est fait mention d'une interconnexion entre le puits des Canaux Jumeaux et le puits de Sulauze. Le tracé retenu pour cette interconnexion passe par le centre d'essais alors que la société BMW n'a jamais été consultée à ce sujet et que , d'autre part, l'étude d'impact n'étudie pas les incidences de cette interconnexion, en particulier sur le milieu humain et les activités du centre d'essais BMW, ce qui n'a pas échappé à la MRAe dans son avis du 10 janvier.

Par ailleurs, le passage d'une canalisation dans l'enceinte du centre d'essais, en fonction du tracé retenu, pourrait nuire aux activités BMW voire, si les circuits ou pistes en place devraient être interrompus ou raccourcis, remettre en cause l'activité du centre d'essais lui-même.

Monsieur ALLEGRE demande donc que le tracé de la canalisation d'interconnexion présenté comme « retenu » dans la pièce 3 fasse l'objet d'une meilleure étude et ne soit pas retenu en l'état.

- les servitudes dans le périmètre de protection rapproché (§6.1.2 de l'étude d'impact)

Monsieur ALLEGRE précise que ce sujet a grandement motivé le recours formulé par BMW ayant conduit à la décision du Tribunal Administratif, en date du 14 mars 2019.

Le centre d'essais étant situé à proximité du Puits des Canaux Jumeaux, il serait impacté par la mise en place des périmètres de protection envisagés par la Métropole. Pour la poursuite des activités du site, occupé depuis 1986 par BMW, il est indispensable de pouvoir construire sur les parcelles propriétés de BMW et dans le PPR, des ouvrages légers , de type garage, permettant de protéger des prototypes en cas de survol ainsi que des pistes d'essais.

Il précise qu'en application du point 10 de la page 79/103, toutes les nouvelles constructions seraient systématiquement interdites, de même que la construction ou la modification des voies de communication seraient systématiquement réglementées au sein du PPR.

Monsieur ALLEGRE souhaite que les servitudes du PPR, telles qu'actuellement décrites, ne soient pas adoptées et que BMW puissent construire d'une part des ouvrages légers de protection, de type garage, permettant de protéger les prototypes en cas de survol et d'autre part, des pistes d'essais, sous réserve, bien entendu, de l'avis préalable d'un hydrogéologue agréé.